

# RAPPORT ITIE 2023

## LA COLLECTE DES REVENUS

### INTRODUCTION

La **collecte des revenus** dans le secteur extractif du Cameroun est un élément central de la transparence financière et de la bonne gestion des ressources pétrolières, gazières, des mines et des carrières. Le rapport ITIE 2023 met en lumière les processus et les mécanismes mis en place pour assurer l'exhaustivité et la fiabilité des données collectées sur les paiements effectués par les entreprises extractives et les recettes perçues par l'État. Ce rapport se concentre également sur les flux financiers issus des secteurs des hydrocarbures, des mines, et du transport pétrolier, tout en abordant les paiements en nature et les accords de troc.

Cette note a pour objectif de détailler les principaux points du rapport ITIE 2023 relatifs à la collecte des revenus, tout en fournissant des explications claires et compréhensibles pour le citoyen lambda.

### 1. PÉRIMÈTRE DE COLLECTE DES DONNÉES

#### 1.1. Périmètre des Entreprises

Le rapport ITIE 2023 s'appuie sur une large base de données provenant des entreprises extractives opérant dans le pays. Les entreprises incluses dans le périmètre de collecte des données sont principalement celles exploitant des ressources pétrolières, gazières, des mines et des carrières telles que le pétrole, le gaz et les mines. Parmi les principales entreprises collectrices de données figurent :

- SNH (Société Nationale des Hydrocarbures)
- SONAMINES (Société Nationale des Mines)
- PERENCO
- COTCO (Cameron Oil Transportation Company)

Ces entreprises sont tenues de déclarer tous les paiements effectués à l'État, y compris les droits d'exploitation, les dividendes, les taxes, et autres redevances.

**Source : Rapport ITIE 2023, page 153**

#### 1.2. Périmètre des Organismes Collecteurs

Les organismes collecteurs jouent un rôle essentiel dans la gestion des flux financiers en provenance des entreprises extractives. Parmi les organismes clés figurent :

- DGI (Direction Générale des Impôts)
- DGD (Direction Générale des Douanes)
- DGTCFM (Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire)

Ces organismes collectent les paiements effectués par les entreprises et les enregistrent dans les bases de données nationales, garantissant ainsi la transparence et la traçabilité des flux financiers.

**Source : Rapport ITIE 2023, page 153.**

#### 1.3. Périmètre des Flux

Les flux financiers sont les mouvements d'argent entre les entreprises extractives et l'État. Ces flux incluent les paiements en numéraire (impôts, redevances, taxes) et les paiements en nature (produits extraits ou ressources pétrolières, gazières, des mines et des carrières). Le périmètre des flux couvre :

- Les paiements en numéraire, tels que l'impôt sur les sociétés, les dividendes perçus par la SNH, la taxe spéciale sur les revenus, etc.
- Les paiements en nature, comme les parts de production du pétrole, du gaz, et de l'or (notamment collectées par la SONAMINES).

**Source : Rapport ITIE 2023, page 154.**

### 2. PAIEMENT EN NATURE

Le paiement en nature est une forme de contribution où l'État reçoit directement des produits extraits, tels que le pétrole, le gaz naturel ou l'or, au lieu de paiements en numéraire. En 2023, voici les paiements en nature collectés :

- Hydrocarbures liquides : La part de l'État dans la production de pétrole est estimée à 14 042 704 barils, d'une valeur de 682,38 milliards FCFA.
- Gaz naturel : L'État a reçu 30 813 426 MSCF de gaz naturel, d'une valeur de 84,77 milliards FCFA.
- Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) : Une quantité de 12 681 TM de GPL, équivalant à 3,56 milliards FCFA.
- Or : 269,12 kg d'or ont été collectés, d'une valeur de 10,29 milliards FCFA.

Les paiements en nature permettent à l'État de maximiser ses ressources pétrolières, gazières, des mines et des carrières tout en limitant les coûts associés à la collecte et au traitement des revenus en numéraire.

**Source : Rapport ITIE 2023, pages 157-161.**

### 3. FOURNITURE D'INFRASTRUCTURES ET ACCORDS DE TROC

La fourniture d'infrastructures et les accords de troc sont des moyens utilisés par certaines entreprises pour compenser l'État ou les collectivités locales, en échange de droits d'exploitation. Par exemple, les entreprises peuvent offrir des infrastructures telles que des routes, des écoles, ou des hôpitaux, comme forme de paiement pour leurs activités extractives.

Le rapport ITIE 2023 indique que des accords de troc ont été utilisés dans le secteur pétrolier, où des entreprises comme Perenco ont fourni des infrastructures en contrepartie de droits d'exploitation. Ces accords ont pour objectif de réduire les impacts sociaux des projets extractifs et de soutenir le développement des zones affectées.

**Source : Rapport ITIE 2023, pages 174-175.**

### 4. REVENUS PROVENANT DU TRANSPORT

Le secteur du transport pétrolier, en particulier par pipeline, constitue également une source importante de revenus pour l'État. La COTCO (Cameroon Oil Transportation Company) collecte des droits de passage pour le transport du pétrole brut et du gaz via le pipeline reliant le Tchad au Cameroun. En 2023, les droits de passage du pipeline ont rapporté environ 39,36 milliards FCFA, contribuant à environ 3,8 % des revenus extractifs totaux du pays.

Le rapport souligne que la gestion de ces revenus est cruciale pour assurer la stabilité financière de l'État, en particulier en période de volatilité des prix mondiaux du pétrole.

**Source : Rapport ITIE 2023, pages 176-177.**

## 5. RECOMMANDATIONS DE L'ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

### 1.2. Scope of Collecting Agencies

L'Administrateur Indépendant a formulé des recommandations pour améliorer la collecte des revenus et la transparence des transactions financières dans le secteur extractif. Ces recommandations incluent :

- **Renforcer la transparence des paiements en nature :** L'Administrateur recommande de mettre en place un système de suivi plus robuste des paiements en nature, notamment en assurant une valorisation correcte des produits extraits et en publiant des informations détaillées sur les quantités et valeurs des ressources reçues par l'État.
- **Améliorer la collecte des données sur les flux financiers :** Il est suggéré de centraliser les données des flux financiers dans un registre national accessible à tous. Cela permettrait de mieux suivre les paiements effectués par les entreprises et d'assurer une transparence totale.
- **Renforcer la coopération entre les organismes collecteurs :** L'Administrateur appelle à une meilleure coordination entre les différents organismes collecteurs, tels que la DGI, la DGD, et la SNH, afin de garantir que toutes les recettes soient correctement enregistrées et suivies.
- **Soutenir la mise en œuvre de projets sociaux via des accords de troc :** Bien que les accords de troc soient efficaces pour fournir des infrastructures, l'Administrateur recommande de s'assurer que ces projets bénéficient directement aux communautés locales et qu'ils soient supervisés par des audits externes.

**Source : Rapport ITIE 2023, pages 269-286.**

La **collecte des revenus** est un élément clé pour assurer la bonne gestion des ressources pétrolières, gazières, des mines et des carrières au Cameroun. En 2023, bien que des progrès aient été réalisés, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la transparence et l'exhaustivité des données collectées. Les recommandations de l'Administrateur Indépendant visent à améliorer les mécanismes de collecte, de suivi et de divulgation des flux financiers, ainsi qu'à garantir une meilleure gestion des paiements en nature et des accords de troc. Ces actions contribueront à une gestion plus responsable des ressources du pays et à une meilleure répartition des bénéfices pour les citoyens.



# EITI 2023 REPORT

## REVENUE COLLECTION

### INTRODUCTION

**Revenue collection** in Cameroon's extractive sector is central to financial transparency and the sound management of oil, gas, mining, and quarrying resources. The EITI 2023 report highlights the processes and mechanisms put in place to ensure the completeness and reliability of data collected on payments made by extractive companies and revenues received by the State. This report also focuses on financial flows from the hydrocarbon, mining, and oil transportation sectors, while addressing payments in kind and barter agreements.

The purpose of this note is to detail the main points of the EITI 2023 report relating to revenue collection, while providing clear and understandable explanations for the average citizen.

### 1. SCOPE OF DATA COLLECTION

#### 1.1. Scope of Companies

The EITI 2023 report is based on a large database of extractive companies operating in the country. The companies included in the data collection scope are mainly those exploiting oil, gas, mining, and quarrying resources such as oil, gas, and mines. Among the main data-collecting companies are:

- SNH (National Hydrocarbons Corporation)
- SONAMINES (National Mining Company)
- PERENCO
- COTCO (Cameroon Oil Transportation Company)

These companies are required to report all payments made to the state, including royalties, dividends, taxes, and other fees.

**Source: EITI Report 2023, page 153**

#### 1.2. Scope of Collecting Agencies

Revenue collection agencies play a key role in managing financial flows from extractive companies. Key agencies include:

- DGI (Directorate General of Taxes)
- DGD (Directorate General of Customs)
- DGTCFM (Directorate General of the Treasury and Financial and Monetary Cooperation)

These agencies collect payments made by companies and record them in national databases, thereby ensuring the transparency and traceability of financial flows.

**Source: EITI Report 2023, page 153.**

#### 1.3. Scope of Flows

Financial flows are movements of money between extractive companies and the state. These flows include cash payments (taxes, royalties, fees) and payments in kind (extracted products or oil, gas, mining, and quarrying resources). The scope of flows covers:

- Cash payments, such as corporate income tax, dividends received by SNH, special income tax, etc.
- Payments in kind, such as shares of oil, gas, and gold production (collected in particular by SONAMINES).

**Source: EITI Report 2023, page 154.**

### 2. PAYMENT IN KIND

Payment in kind is a form of contribution where the state receives extracted products, such as oil, natural gas, or gold, directly instead of cash payments. In 2023, the following payments in kind were collected:

- **Liquid hydrocarbons:** The State's share of oil production is estimated at 14,042,704 barrels, worth CFAF 682.38 billion.
- **Natural gas:** The government received 30,813,426 MSCF of natural gas, worth 84.77 billion CFA francs.
- **Liquefied petroleum gas (LPG):** 12,681 MT of LPG, equivalent to 3.56 billion CFA francs.
- **Gold:** 269.12 kg of gold were collected, worth 10.29 billion CFA francs.

Payments in kind enable the government to maximize its oil, gas, mining, and quarrying resources while limiting the costs associated with collecting and processing cash revenues.

**Source: EITI Report 2023, pages 157-161.**

### 3. PROVISION OF INFRASTRUCTURE AND BARTER AGREEMENTS

The provision of infrastructure and barter agreements are means used by some companies to compensate the State or local communities in exchange for exploitation rights. For example, companies may offer infrastructure such as roads, schools, or hospitals as a form of payment for their extractive activities.

The EITI 2023 report indicates that barter agreements have been used in the oil sector, where companies such as Perenco have provided infrastructure in exchange for exploitation rights. These agreements aim to reduce the social impacts of extractive projects and support the development of affected areas.

**Source: EITI Report 2023, pages 174-175.**

### 4. REVENUE FROM TRANSPORTATION

The oil transportation sector, particularly by pipeline, is also an important source of revenue for the state. COTCO (Cameroon Oil Transportation Company) collects tolls for the transport of crude oil and gas via the pipeline linking Chad to Cameroon. In 2023, pipeline tolls generated approximately CFAF 39.36 billion, contributing to around 3.8% of the country's total extractive revenues.

The report emphasizes that the management of these revenues is crucial to ensuring the financial stability of the state, particularly in times of volatility in global oil prices.

**Source: EITI Report 2023, pages 176-177.**

### 5. RECOMMENDATIONS OF THE INDEPENDENT ADMINISTRATOR

#### 1.2. Scope of Collecting Agencies

The Independent Administrator has made recommendations to improve revenue collection and the transparency of financial transactions in the extractive sector. These recommendations include:

- **Enhancing the transparency of payments in kind:** The Administrator recommends establishing a more robust system for tracking payments in kind, in particular by ensuring the correct valuation of extracted products and publishing detailed information on the quantities and values of resources received by the State.
- **Improving the collection of data on financial flows:** It is suggested that financial flow data be centralized in a national registry accessible to all. This would make it easier to track payments made by companies and ensure full transparency.
- **Strengthen cooperation between collection agencies:** The Administrator calls for better coordination between the various collection agencies, such as the DGI, DGD, and SNH, to ensure that all revenues are properly recorded and tracked.
- **Support the implementation of social projects through barter agreements:** Although barter agreements are effective in providing infrastructure, the Administrator recommends ensuring that these projects directly benefit local communities and are supervised by external audits.

**Source: EITI Report 2023, pages 269-286.**

**Revenue collection** is key to ensuring the proper management of oil, gas, mining, and quarrying resources in Cameroon. In 2023, although progress has been made, further efforts are needed to enhance the transparency and completeness of the data collected. The Independent Administrator's recommendations aim to improve mechanisms for collecting, monitoring, and disclosing financial flows, as well as to ensure better management of payments in kind and barter agreements. These actions will contribute to more responsible management of the country's resources and better distribution of benefits to citizens.

